

Art. 7. In artikel 15 van hetzelfde decreet worden de woorden : « artikel 3, 9° » vervangen door de woorden : « artikel 3, paragraaf 1, 9° »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 7 juli 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 405-1. — Verslag van de commissie, nr. 405-2. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 405-3

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 6 juli 2022.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/32966]

20 JUILLET 2022. — Décret relatif aux Pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en oeuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 6.2.6-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, les modifications suivantes sont apportées :

Les paragraphes 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

«§ 2. Lors de la création du pôle territorial associant une école siège à une ou plusieurs écoles partenaires, selon le cas, l'unique pouvoir organisateur ou les différents pouvoirs organisateurs sur la base d'un accord unanime, décide(nt) :

1. soit d'affecter l'ensemble des points attribués aux traitements ou subventions-traitements à l'école siège ;
2. soit de fixer une clé de répartition entre l'école siège et la/les école(s) partenaire(s) sur la répartition des points affectés aux traitements ou subventions-traitements.

Lorsqu'il est fait application de l'alinéa 1er, 2°, les emplois générés par l'utilisation des points sont affectés :

1. soit, dans le cadre d'un ressort, au pouvoir organisateur concerné lorsque la clé de répartition est fixée;
2. soit, dans la convention de partenariat, à chacun des pouvoirs organisateurs en fonction de la clé de répartition qui est mentionnée.

Les emplois générés sur la base des moyens affectés aux traitements ou subventions -traitements, y compris dans le cadre de la répartition visée à l'alinéa 1er, 2°, ne sont pas compris dans les calculs d'encadrement visés au chapitre IV section 10 et chapitre V, section 13, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

§ 3. Tous les six ans, concomitamment au renouvellement du pôle territorial, selon le cas, l'unique pouvoir organisateur ou les différents pouvoirs organisateurs sur la base d'un accord unanime, peu(ven)t décider de modifier l'organisation visée au § 2.

Sur la base d'un accord unanime de différents pouvoirs organisateurs, il peut être conclu un avenant à la convention de partenariat relatif à la répartition des points entre les différents pouvoirs organisateurs. De même, une modification unilatérale du ressort peut adapter la répartition des points entre l'école siège et la/les école(s) partenaire(s). Cet avenant ou cette modification unilatérale est communiqué aux services du gouvernement selon les modalités fixées par le Gouvernement. Cette modification ne peut aboutir à la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou à la perte partielle de charge d'un membre du personnel déjà nommé ou engagé à titre définitif dans un emploi au sein du pôle.»

Un paragraphe 4 est ajouté et rédigé comme suit :

«§ 4. Le pouvoir organisateur du pôle territorial et le pouvoir organisateur de l'école d'enseignement spécialisé avec lequel une convention de partenariat spécifique a été conclue peuvent convenir de rétrocéder à ladite école des points affectés aux traitements et subventions-traitements. Cette rétrocession intervient conformément à la composition du cadre du personnel du pôle qui a été fixée conformément à l'article 6.2.6-2, alinéa 1er, et après concertation avec les organes locaux de concertation sociale de l'école siège.

La convention de partenariat spécifique précise l'accord intervenu concernant la rétrocession de points affectés aux traitements ou subventions-traitements de l'école siège à l'école partenaire spécifique. Les emplois générés par l'utilisation des points sont affectés au pouvoir organisateur de l'école partenaire spécifique.

Sur la base d'un accord unanime des parties, il peut être conclu un avenant à la convention de partenariat spécifique relatif à la rétrocession des points affectés aux traitements ou subventions-traitements au pouvoir organisateur de l'école partenaire spécifique. Cette modification ne peut aboutir à la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou à la perte partielle de charge d'un membre du personnel déjà nommé ou engagé à titre définitif dans un emploi au sein du pôle territorial.

Cet avenant est communiqué aux services du Gouvernement selon les modalités fixées par le Gouvernement.»

Art. 2. L'article 6.2.5-4, alinéa 1er, du même Code est remplacé par ce qui suit :

«Les pôles territoriaux qui prennent en charge des élèves qui présentent des besoins spécifiques sensori-moteurs nécessitant un suivi important visés à l'article 6.2.3-1, alinéa 2, 2°, b), reçoivent des points complémentaires. Le nombre de points complémentaires octroyés est déterminé par élève en fonction des conclusions de l'évaluation visée à l'alinéa 2 et peut varier annuellement en fonction du nombre d'élèves identifiés et du budget disponible. Ce nombre ne peut pas excéder 352 points complémentaires par élève. Pour les élèves qui génèrent également des points en application de l'article 6.2.5-5, le nombre global de points généré est de maximum 352 points par élève.»

Art. 3. Dans le Titre II du livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, il est inséré un chapitre 7 intitulé «De l'application numérique «e-pôles»» dont la teneur suit :

«Chapitre 7 – De l'application numérique «e-pôles»

Art. 6.2.7-1. § 1er. Il est créé une application numérique dénommée «e-pôles» élaborée par l'ETNIC visant à faciliter :

1. l'organisation et la gestion administrative et financière des pôles territoriaux ;
2. la communication entre les différents pouvoirs organisateurs concernés entre eux et à l'égard des services du Gouvernement.

§ 2. Cette application permet le transfert de données ou catégories de données anonymisées nécessaires à l'exécution des dispositions reprises dans le présent Titre ou de toute autre disposition légale, décrétales ou réglementaire.

Elle permet notamment :

1. de conclure et communiquer, le cas échéant, la convention de partenariat conformément à l'article 6.2.2-4 ;
2. de conclure et communiquer, le cas échéant, la ou les convention(s) de partenariat spécifique(s) conformément à l'article 6.2.2-5 ;
3. de conclure et communiquer la ou les convention(s) de coopération en application de l'article 6.2.2-6 ;
4. de fixer et communiquer, le cas échéant, le ressort en application de l'article 6.2.2-8 ;
5. de conclure et communiquer, le cas échéant, un avenant à la convention de partenariat ou au ressort conformément à l'article 6.2.6-1, § 3 ;
6. de conclure et communiquer, le cas échéant, un avenant à la convention de partenariat spécifique conformément à l'article 6.2.6-1, § 4 ;
7. de communiquer aux services du Gouvernement les données aux fins du pilotage du système éducatif et du pilotage des pôles territoriaux visées à l'article 6.2.4-2, alinéa 1^{er} ;
8. de recevoir des services du Gouvernement les données et indicateurs propres à la situation du pôle territorial et de ses écoles coopérantes visés à l'article 6.2.4-2, alinéa 1^{er} ;
9. de mettre en place un échange des données anonymisées relatives au financement du pôle territorial visé au chapitre 5 entre le pouvoir organisateur du pôle territorial et les services du Gouvernement ;
10. de communiquer aux services du Gouvernement et, le cas échéant, aux pouvoirs organisateurs des écoles partenaires les données anonymisées relatives au choix des fonctions et des volumes de charge effectué en application des articles 6.2.6-2, alinéa 1er, et 6.2.6-4, alinéa 2.

§ 3. Le Gouvernement fixe les modalités de fonctionnement, les conditions d'accès, la gestion de ces accès et les profils d'utilisateur.

§ 4. L'accès à l'application «e-pôles» est sécurisé par l'infrastructure dédiée à la gestion et au contrôle des identités et des accès aux ressources informatiques de la Communauté française. Elle est accompagnée d'un guide d'utilisation qui explicite notamment les consignes d'encodage.»

Art. 4. Dans l'article 65 du décret du 17 juin 2021 portant création des pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale, les modifications suivantes sont apportées :

1. Le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

«§ 4. Pour les années scolaires 2022-2023 et 2023-2024, le solde du budget est converti en périodes d'accompagnement par les services du gouvernement, en application du paragraphe 1er, alinéa 2, 2°.

Ces périodes sont réparties entre les élèves de l'enseignement fondamental ou secondaire qui sont entrés en intégration permanente totale au plus tard avant le 2 septembre 2020 en application de l'article 132 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Sur la base d'un accord unanime des parties au protocole d'intégration conformément à l'article 136 du décret du 3 mars 2004 précité et, le cas échéant, du pouvoir organisateur du pôle territorial concerné, l'accompagnement de l'élève concerné est assuré :

1. soit par l'école d'enseignement spécialisé dont relève le personnel d'accompagnement en charge de l'élève concerné ;
2. soit par le pôle territorial avec lequel l'école d'enseignement ordinaire a conclu une convention de coopération.

En fonction du choix posé conformément à l'alinéa 3, les périodes afférentes à cet accompagnement sont octroyées soit à l'école d'enseignement spécialisé visée à l'alinéa 3, 1°, soit au pôle territorial visé à l'alinéa 3, 2°.

Les périodes attribuées au pôle territorial sont converties en points. Une période équivaut à 22 points.

Le nombre de périodes octroyé à l'école d'enseignement spécialisé ou le nombre de points octroyé au pôle territorial est arrondi à l'unité la plus proche.

Le personnel d'accompagnement est choisi en tenant compte de la spécificité des types et des besoins de l'enfant tels que définis à l'article 8 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Lorsque les périodes sont octroyées à l'école d'enseignement spécialisé conformément à l'alinéa 3, 1° :

1. les dotations ou subventions de fonctionnement relatives aux élèves en intégration permanente totale dans le 3e degré de l'enseignement secondaire sont dues à l'école d'enseignement spécialisé et non à l'école d'enseignement ordinaire dans laquelle est scolarisé l'élève concerné. En contrepartie, l'école d'enseignement spécialisé doit mettre à la disposition de l'école d'enseignement ordinaire le matériel spécifique nécessaire à l'élève intégré dans les limites des moyens octroyés ;

2. Pour chaque élève relevant de l'enseignement secondaire spécialisé de type 8, l'accompagnement est assuré par du personnel de l'enseignement secondaire spécialisé de type 8 ou par du personnel de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 ou de forme 4.»

L'article 65 du décret du 17 juin 2021 portant création des pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

«§ 5. Pour les années scolaires 2024-2025 et 2025-2026, le solde du budget est converti en périodes d'accompagnement par les services du Gouvernement, en application du paragraphe 1er, alinéa 2, 2°.

Ces périodes sont réparties entre les élèves de l'enseignement fondamental ou secondaire qui sont entrés en intégration permanente totale au plus tard avant le 2 septembre 2020 en application de l'article 132 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Ces périodes sont octroyées :

1. soit à l'école d'enseignement spécialisé dont relève le personnel d'accompagnement en charge de l'élève concerné :

a) lorsqu'elle n'est pas l'école siège ou l'école partenaire du pôle territorial avec lequel l'école d'enseignement ordinaire a conclu une convention de coopération ;

b) lorsqu'elle n'a pas conclu de convention de partenariat spécifique avec un pôle territorial pour la prise en charge de l'élève concerné ;

2. soit au pôle territorial concerné :

a) lorsque l'école d'enseignement spécialisé concernée est l'école siège ou une école partenaire du pôle territorial avec lequel l'école d'enseignement ordinaire a conclu une convention de coopération ;

b) lorsque l'école d'enseignement spécialisé concernée a conclu une convention de partenariat spécifique avec le pôle territorial pour la prise en charge de l'élève concerné ;

c) hors les cas visés au a) ou au b), sur la base d'un accord unanime des parties au protocole d'intégration conformément à l'article 136 du décret du 3 mars 2004 précité et du pouvoir organisateur du pôle territorial visant à transférer l'accompagnement de l'élève concerné de l'école d'enseignement spécialisé dont relève le personnel d'accompagnement en charge de l'élève concerné vers le pôle territorial compétent.

Les périodes attribuées au pôle territorial sont converties en points. Une période équivaut à 22 points.

Le nombre de périodes octroyé à l'école d'enseignement spécialisé ou le nombre de points octroyé au pôle territorial est arrondi à l'unité la plus proche.

Le personnel d'accompagnement est choisi en tenant compte de la spécificité des types et des besoins de l'enfant tels que définis à l'article 8 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Lorsque les périodes sont octroyées à l'école d'enseignement spécialisé conformément à l'alinéa 3, 1° :

1. les dotations ou subventions de fonctionnement relatives aux élèves en intégration permanente totale dans le 3e degré de l'enseignement secondaire sont dues à l'école d'enseignement spécialisé et non à l'école d'enseignement ordinaire dans laquelle est scolarisé l'élève concerné. En contrepartie, l'école d'enseignement spécialisé doit mettre à la disposition de l'école d'enseignement ordinaire le matériel spécifique nécessaire à l'élève intégré dans les limites des moyens octroyés ;

2. pour chaque élève relevant de l'enseignement secondaire spécialisé de type 8, l'accompagnement est assuré par du personnel de l'enseignement secondaire spécialisé de type 8 ou par du personnel de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 ou de forme 4.»

Art. 5. Dans l'article 66 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. Dans le paragraphe 1er, les alinéas 3 à 6 sont remplacés par ce qui suit :

«Pour l'application de l'alinéa 2, 1°, il est octroyé au pôle territorial des points complémentaires par élève concerné en fonction des conclusions de l'évaluation visée à l'article 6.2.5-4, alinéa 2 et du nombre d'élèves identifiés. Ce nombre ne peut pas excéder 352 points complémentaires par élève. Pour les élèves qui génèrent également des points en application de l'article 6.2.5-5, le nombre global de points généré est de maximum 352 points par élève.

Pour les années scolaires 2022-2023 et 2023-2024, ces moyens sont octroyés à chaque élève, en application de l'alinéa 2, 2°, sur la base d'un accord unanime des parties au protocole d'intégration conformément à l'article 136 du décret du 3 mars 2004 précité et, le cas échéant, du pouvoir organisateur du pôle territorial concerné :

1. soit à l'école d'enseignement spécialisé dont relève le personnel d'accompagnement en charge de l'élève concerné ;

2. soit au pôle territorial avec lequel l'école d'enseignement ordinaire a conclu une convention de coopération.

En fonction du choix posé conformément à l'alinéa 4, les périodes afférentes à l'accompagnement de l'élève sont octroyées :

1. soit à l'école d'enseignement spécialisé visée à l'alinéa 4, 1° à concurrence de 8 périodes et à l'école d'enseignement ordinaire en charge de l'élève à concurrence de 8 périodes ;

2. soit au pôle territorial visé à l'alinéa 4, 2° à concurrence de 352 points complémentaires.

Pour les années scolaires 2024-2025 et 2025-2026, ces moyens sont octroyés à chaque élève, en application de l'alinéa 2, 2° selon les modalités suivantes :

1. soit à l'école d'enseignement spécialisé dont relève le personnel d'accompagnement en charge de l'élève concerné à concurrence de 8 périodes et à l'école d'enseignement ordinaire en charge de l'élève à concurrence de 8 périodes :

a) lorsqu'elle n'est pas l'école siège ou l'école partenaire du pôle territorial avec lequel l'école d'enseignement ordinaire a conclu une convention de coopération ;

b) lorsqu'elle n'a pas conclu de convention de partenariat spécifique avec un pôle territorial pour la prise en charge de l'élève concerné ;

2. soit au pôle territorial concerné à concurrence de 352 points complémentaires :

a) lorsque l'école d'enseignement spécialisé concernée est l'école siège ou une école partenaire du pôle territorial avec lequel l'école d'enseignement ordinaire a conclu une convention de coopération ;

b) lorsque l'école d'enseignement spécialisé concernée a conclu une convention de partenariat spécifique avec le pôle territorial pour la prise en charge de l'élève concerné ;

c) hors les cas visés au a) ou au b), sur la base d'un accord unanime des parties au protocole d'intégration conformément à l'article 136 du décret du 3 mars 2004 précité et du pouvoir organisateur du pôle territorial visant à transférer l'accompagnement de l'élève concerné de l'école d'enseignement spécialisé dont relève le personnel d'accompagnement en charge de l'élève concerné vers le pôle territorial compétent.»

2. Au paragraphe 2, l'alinéa 2 est abrogé ;

Un paragraphe 3 est ajouté, il est rédigé comme suit :

«§3. Durant les années scolaires 2022-2023 et 2023-2024 et sur la base d'un accord unanime des parties au protocole d'intégration conformément à l'article 136 du décret du 3 mars 2004 précité et, le cas échéant, du pouvoir organisateur du pôle territorial concerné, l'accompagnement des élèves entrés en intégration permanente totale entre le 2 septembre 2020 et le 28 août 2022 est assuré :

1. soit par l'école d'enseignement spécialisé dont relève le personnel d'accompagnement en charge de l'élève concerné ;

2. soit par le pôle territorial avec lequel l'école d'enseignement ordinaire a conclu une convention de coopération.

Durant les années scolaires 2024-2025 et 2025-2026, l'accompagnement des élèves entrés en intégration permanente totale entre le 2 septembre 2020 et le 28 août 2022 est assuré :

1. soit par l'école d'enseignement spécialisé dont relève le personnel d'accompagnement en charge de l'élève concerné :

a) lorsqu'elle n'est pas l'école siège ou l'école partenaire du pôle territorial avec lequel l'école d'enseignement ordinaire a conclu une convention de coopération ;

b) lorsqu'elle n'a pas conclu de convention de partenariat spécifique avec un pôle territorial pour la prise en charge de l'élève concerné ;

2. soit au pôle territorial concerné :

a) lorsque l'école d'enseignement spécialisé concernée est l'école siège ou une école partenaire du pôle territorial avec lequel l'école d'enseignement ordinaire a conclu une convention de coopération ;

b) lorsque l'école d'enseignement spécialisé concernée a conclu une convention de partenariat spécifique avec le pôle territorial pour la prise en charge de l'élève concerné ;

c) hors les cas visés au a) ou au b), sur la base d'un accord unanime des parties au protocole d'intégration conformément à l'article 136 du décret du 3 mars 2004 précité et du pouvoir organisateur du pôle territorial visant à transférer l'accompagnement de l'élève concerné de l'école d'enseignement spécialisé dont relève le personnel d'accompagnement en charge de l'élève concerné vers le pôle territorial compétent.

Pour les années scolaires 2022-2023 à 2025-2026, il est accordé, selon l'identification du bénéficiaire visée aux alinéas 1^{er} et 2, pour chaque élève entré en intégration permanente totale entre le 2 septembre 2020 et le 31 août 2021 :

1. soit 4 périodes à l'école d'enseignement spécialisé en charge de l'élève concerné ;

2. soit 16 périodes lorsque l'élève concerné relève de l'enseignement spécialisé de type 4, 6 ou 7 et est intégré dans le 3^e degré de l'enseignement secondaire. Ces périodes sont réparties à concurrence de 8 périodes pour l'école de l'enseignement spécialisé en charge de l'élève et de 8 périodes pour l'école d'enseignement ordinaire en charge de l'élève ;

3. soit 88 points complémentaires au pôle territorial ;

4. soit 352 points complémentaires au pôle territorial lorsque l'élève concerné relève de l'enseignement spécialisé de type 4, 6 ou 7 et est intégré dans le 3^e degré de l'enseignement secondaire.»

Art. 6. Dans l'article 70 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. le paragraphe 1^{er} est abrogé ;

2. dans le paragraphe 2, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

«Les écoles de l'enseignement spécialisé qui sont désignées comme écoles sièges d'un pôle territorial en application de l'article 67 sont tenues d'initier une modification de leur contrat d'objectifs à partir du 28 août 2023 afin d'y intégrer l'annexe relative au pôle territorial.

Le directeur de l'école siège propose une modification du contrat d'objectifs pour le 31 janvier 2024. À défaut d'être envoyée dans ce délai, il est fait application de l'article 1.5.2-8 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.»

Art. 7. Dans l'article 136 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, les modifications suivantes sont apportées :

1. Dans l'alinéa 1er, le 4^o est remplacé par ce qui suit :

«4^o l'accord du pouvoir organisateur de l'école d'enseignement ordinaire qui scolarise l'élève concerné ou de son délégué ;»

2. Dans l'alinéa 1er, le 6^o est remplacé par ce qui suit :

«6^o l'accord du pouvoir organisateur du pôle territorial compétent ou de son délégué.»

3. l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

«Le protocole d'intégration est conservé par le pôle territorial et est tenu à la disposition du Service général de l'Inspection et des services du Gouvernement. Le cas échéant, une copie du protocole est conservée par l'école partenaire ou par l'école partenaire spécifique qui accompagne l'élève. Une copie est également conservée par l'école d'enseignement ordinaire dans laquelle l'élève concerné est scolarisé.»

Art. 8. Dans l'article 141 du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

«Pour les prolongations à des années scolaires consécutives dans l'enseignement fondamental, l'avis favorable de l'équipe éducative de l'enseignement ordinaire élargie, selon le cas, aux membres du personnel de l'enseignement spécialisé chargés de l'accompagnement ou aux membres l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial chargés de l'accompagnement est requis. Pour les prolongations à des années scolaires consécutives dans l'enseignement secondaire, l'avis favorable du conseil de classe de l'enseignement ordinaire élargi, selon le cas, aux membres du personnel de l'enseignement spécialisé chargés de l'accompagnement ou aux membres l'équipe pluridisciplinaire du pôle territorial chargés de l'accompagnement est requis.»

Art. 9. Le présent décret entre en vigueur le 29 août 2022.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juillet 2022.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance,
de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—————
Note

Session 2021-2022

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 415-1. - Rapport de commission, n° 415-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 415-3

Compte rendu intégral. - Discussion et adoption. - Séance du 19 juillet 2022.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2022/32966]

20 JULI 2022. — Decreet betreffende de territoriale polen belast met de ondersteuning van de scholen van het gewoon onderwijs in de uitvoering van de redelijke aanpassingen en volledige permanente integratie

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en wij, de regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In artikel 6.2.6-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

Leden 2 en 3 worden vervangen door wat volgt:

“§ 2. Bij de oprichting van de territoriale pool die een hoofdschool verbindt met een of meerdere partnerscholen, beslist de enige inrichtende macht of beslissen de verschillende inrichtende machten, afhankelijk van het geval, op basis van eenparigheid van stemmen:

1. ofwel om alle punten die toegekend worden aan wedden of weddesubsidies aan de hoofdschool te geven;
2. ofwel om een verdeelsleutel vast te stellen tussen de hoofdschool en de partnerschool(en) over de verdeling van punten die toegekend worden aan wedden of weddesubsidies.

Als lid 1, 2. van toepassing is, worden de betrekkingen gecreëerd door het gebruik van punten toegewezen

1. ofwel, in het kader van een ambtssgebied, aan de betrokken inrichtende macht bij de bepaling van de verdeelsleutel;
2. ofwel, in de partnerovereenkomst, aan elke inrichtende macht in functie van de vermelde verdeelsleutel.

De betrekkingen die gecreëerd worden op basis van de middelen toegewezen aan wedden of weddesubsidies, ook in het kader van de verdeling waarvan sprake in het eerste lid, 2., worden niet meegeteld in de kaderberekeningen bedoeld in hoofdstuk IV afdeling 10 en hoofdstuk V, afdeling 13, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

§3. Om de zes jaar, gelijktijdig met de vernieuwing van de territoriale pool, kan de inrichtende macht of kunnen de verschillende inrichtende machten, afhankelijk van het geval, op basis van eenparigheid van stemmen beslissen om de organisatie bedoeld in §2 te wijzigen.

Op basis van een unaniem akkoord van de verschillende inrichtende machten kan een aanhangsel bij de partnerschapsovereenkomst met betrekking tot de puntenverdeling tussen de verschillende inrichtende machten worden afgesloten. Op dezelfde manier kan een eenzijdige wijziging van het ambtssgebied de verdeling van de punten tussen de hoofdschool en de partnerschool/scholen aanpassen. Dit aanhangsel of deze eenzijdige wijziging wordt meegegeed aan de diensten van de regering volgens de nadere regels bepaald door de regering. Deze wijziging mag niet leiden tot de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking of wegens gedeeltelijk opdrachtverlies van een personeelslid dat al benoemd of aangeworven is in vast verband in een betrekking binnen de pool."

Een paragraaf 4 wordt toegevoegd en luidt als volgt:

"§4. De inrichtende macht van de territoriale pool en de inrichtende macht van de school voor gespecialiseerd onderwijs waarmee een specifieke partnerovereenkomst is gesloten, kunnen overeenkomen om de punten toegekend aan wedden of weddesubsidies aan deze school terug te geven. Deze teruggave gebeurt in overeenstemming met de samenstelling van de personeelsformatie van de pool die vastgelegd is conform artikel 6.2.6-2, lid 1, en na overleg met de plaatselijke sociale overlegorganen van de hoofdschool.

De specifieke partnerovereenkomst vermeldt het afgesloten akkoord over de teruggave van de aan de wedden of weddesubsidies toegekende punten van de hoofdschool aan de specifieke partnerschool. De door het gebruik van punten gecreëerde betrekkingen worden toegewezen aan de inrichtende macht van de specifieke partnerschool.

Op basis van een unaniem akkoord van de partijen kan een aanhangsel bij de specifieke partnerschapsovereenkomst met betrekking tot de teruggave van de punten toegekend aan wedden of weddesubsidies aan de inrichtende macht van de specifieke partnerschool worden afgesloten. Deze wijziging mag niet leiden tot de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking of wegens gedeeltelijk opdrachtverlies van een personeelslid dat al benoemd of aangeworven is in vast verband in een betrekking binnen de territoriale pool.

Dit bijvoegsel wordt meegegeed aan de diensten van de regering volgens de nadere modaliteiten bepaald door de regering."

Art. 2. Artikel 6.2.5-4, lid 1, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt:

"De territoriale polen die leerlingen opvangen met specifieke sensomotorische behoeften die een grondige opvolging vereisen zoals bedoeld in artikel 6.2.3-1, tweede lid, 2., b), ontvangen extra punten. Het aantal extra toegekende punten wordt per leerling bepaald in functie van de besluiten van de evaluatie waarvan sprake in lid 2 en kan jaarlijks verschillen naargelang het aantal vastgestelde leerlingen en het beschikbare budget. Dit aantal mag niet hoger zijn dan 352 extra punten per leerling. Voor leerlingen die met toepassing van artikel 6.2.5-5 ook punten behalen, bedraagt het totaal aantal behaalde punten maximaal 352 punten per leerling."

Art. 3. In Titel II van boek 6 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs wordt een hoofdstuk 7 ingevoegd met als titel "De digitale toepassing "e-polen", met volgende inhoud:

"Hoofdstuk 7 – De digitale toepassing 'e-polen'

Art. 6.2.7-1. §1. ETNIC maakt een digitale toepassing "e-polen" aan om de volgende zaken te vergemakkelijken:

1. de organisatie en het administratief en financieel beheer van territoriale polen;
2. de communicatie tussen de verschillende betrokken inrichtende machten en met de diensten van de regering.

§2. Met deze toepassing kunnen gegevens of categorieën geanonimiseerde gegevens worden overgedragen die nodig zijn voor de uitvoering van de bepalingen in deze Titel of elke andere wettelijke, decretale of reglementaire bepaling.

Hiermee kan men met name:

1. in voorkomend geval, de partnerschapsovereenkomst sluiten en meedelen conform artikel 6.2.2-4;
2. in voorkomend geval, de specifieke partnerschapsovereenkomst(en) sluiten en meedelen conform artikel 6.2.2-5;
3. de samenwerkingsovereenkomst(en) sluiten en meedelen overeenkomstig artikel 6.2.2-6;
4. in voorkomend geval, het ambtssgebied bepalen en meedelen overeenkomstig artikel 6.2.2-8;
5. in voorkomend geval, een aanhangsel bij de partnerschapsovereenkomst of bij het ambtssgebied overeenkomen en meedelen conform artikel 6.2.6-1, §3;
6. in voorkomend geval, een aanhangsel bij de specifieke partnerschapsovereenkomst overeenkomen en meedelen conform artikel 6.2.6-1, §4;
7. aan de diensten van de regering de gegevens meedelen voor de sturing van het onderwijssysteem en de sturing van territoriale polen waarvan sprake in artikel 6.2.4-2, eerste lid;
8. van de regeringsdiensten de gegevens en indicatoren ontvangen die specifiek zijn voor de situatie van de territoriale pool en de samenwerkende scholen waarvan sprake in artikel 6.2.4-2, eerste lid;
9. een uitwisseling invoeren van geanonimiseerde gegevens betreffende de financiering van de territoriale pool waarvan sprake in hoofdstuk 5 tussen de inrichtende macht van de territoriale pool en de regeringsdiensten;
10. aan de regeringsdiensten en, in voorkomend geval, de inrichtende machten van de partnerscholen de geanonimiseerde gegevens meedelen betreffende de keuze van deambten en werklust uitgevoerd in toepassing van artikelen 6.2.6-2, eerste lid, en 6.2.6-4, tweede lid.

§3. De regering bepaalt de werkingsmodaliteiten, de toegangsvoorwaarden, het beheer van deze toegangen en de gebruikersprofielen.

§ 4. De toegang tot de toepassing "e-polen" is beveiligd door de infrastructuur voor het beheer en de controle van identiteiten en toegangen tot de informaticamiddelen van de Franse Gemeenschap. Hij is vergezeld van een gebruikershandleiding die de coderingsvoorschriften uitlegt."

Art. 4. In artikel 65 van het decreet van 17 juni 2021 houdende de oprichting van territoriale polen belast met de ondersteuning aan scholen voor gewoon onderwijs in de uitvoering van de redelijke aanpassingen en volledige permanente integratie, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. Paragraaf 4 wordt vervangen door wat volgt:

“§4. Voor de schooljaren 2022-2023 en 2023-2024 wordt het saldo van de begroting door de regeringsdiensten omgerekend in begeleidingslestijden, overeenkomstig paragraaf 1, tweede lid, 2.

Deze lestijden worden verdeeld over de leerlingen van het basis- of secundair onderwijs die ten laatste op 2 september 2020 tot het permanent volledig geïntegreerd onderwijs zijn toegetreden, met toepassing van artikel 132 van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Op basis van een unaniem akkoord van de partijen bij het integratieprotocol conform artikel 136 van voormeld decreet van 3 maart 2004 en, in voorkomend geval, van de inrichtende macht van de betrokken territoriale pool, wordt de begeleiding van de betrokken leerling verzekerd:

1. ofwel door de school voor gespecialiseerd onderwijs waartoe het begeleidingspersoneel behoort dat verantwoordelijk is voor de betrokken leerling;

2. ofwel door de territoriale pool waarmee de school voor gewoon onderwijs een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten.

In functie van de conform het derde lid gestelde keuze, zijn de lestijden waarop deze begeleiding betrekking heeft, toegekend aan ofwel de school voor gespecialiseerd onderwijs waarvan sprake in het derde lid, 1., ofwel aan de territoriale pool waarvan sprake in het derde lid, 2.

De aan de territoriale pool toegewezen lestijden worden omgezet in punten. Eén lestijd komt overeen met 22 punten.

Het aantal lestijden dat aan de school voor gespecialiseerd onderwijs wordt toegekend of het aantal punten dat aan de territoriale pool wordt toegekend, wordt afgerond op de dichtstbijzijnde eenheid.

Het begeleidend personeel wordt gekozen rekening houdend met de specifieke types en behoeften van het kind zoals bepaald in artikel 8 van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Indien de lestijden aan de school voor gespecialiseerd onderwijs worden toegekend overeenkomstig het derde lid, 1.:

1. zijn de werkingssubsidies of -subsidies voor leerlingen in permanente volledige integratie in de derde graad van het secundair onderwijs verschuldigd aan de school voor gespecialiseerd onderwijs en niet aan de school voor gewoon onderwijs waar de betrokken leerling wordt onderwezen. Als tegenprestatie moet de school voor gespecialiseerd onderwijs de school voor gewoon onderwijs voorzien van de specifieke uitrusting die nodig is voor de geïntegreerde leerling, binnen de perken van de toegekende middelen;

2. Voor elke leerling in het secundair gespecialiseerd onderwijs van type 8 wordt begeleiding geboden door personeel van het secundair gespecialiseerd onderwijs van type 8 of door personeel van het secundair gespecialiseerd onderwijs van vorm 3 of vorm 4.”

Artikel 65 van het decreet van 17 juni 2021 houdende de oprichting van territoriale polen belast met de ondersteuning aan scholen voor gewoon onderwijs in de uitvoering van de redelijke aanpassingen en volledige permanente integratie, wordt aangevuld met een paragraaf 5 die luidt als volgt:

“§5. Voor de schooljaren 2024-2025 en 2025-2026 wordt het saldo van de begroting door de regeringsdiensten omgerekend in begeleidingslestijden, overeenkomstig paragraaf 1, tweede lid, 2.

Deze lestijden worden verdeeld over de leerlingen van het basis- of secundair onderwijs die ten laatste op 2 september 2020 tot het permanent volledig geïntegreerd onderwijs zijn toegetreden, met toepassing van artikel 132 van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Deze lestijden worden toegekend:

1. of aan de school voor gespecialiseerd onderwijs waartoe het begeleidingspersoneel behoort dat verantwoordelijk is voor de betrokken leerling:

a) als ze niet de hoofdschool of partnerschool van de territoriale pool is waarmee de school voor gewoon onderwijs een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten;

b) wanneer ze geen specifieke partnerschapsovereenkomst met een territoriale pool voor de opvang van de betrokken leerling heeft gesloten;

2. of aan de betrokken territoriale pool:

a) wanneer de betrokken school voor gespecialiseerd onderwijs de hoofdschool is of een partnerschool van het territoriale samenwerkingsverband waarmee de school voor gewoon onderwijs een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten;

b) wanneer de betrokken school voor gespecialiseerd onderwijs met de territoriale pool een specifieke partnerschapsovereenkomst heeft gesloten voor de opvang van de betrokken leerling;

c) behalve in de gevallen in a) of b), op basis van een unaniem akkoord van de partijen bij het integratieprotocol conform artikel 136 van voormeld decreet van 3 maart 2004 en van de inrichtende macht van de betrokken territoriale pool voor de overdracht van de begeleiding van de betrokken leerling van de school voor gespecialiseerd onderwijs waartoe het begeleidingspersoneel behoort dat verantwoordelijk is voor de betrokken leerling, naar de bevoegde territoriale pool.

De aan de territoriale pool toegewezen lestijden worden omgezet in punten. Eén lestijd komt overeen met 22 punten.

Het aantal lestijden dat aan de school voor gespecialiseerd onderwijs wordt toegekend of het aantal punten dat aan de territoriale pool wordt toegekend, wordt afgerond op de dichtstbijzijnde eenheid.

Het begeleidend personeel wordt gekozen rekening houdend met de specifieke types en behoeften van het kind zoals bepaald in artikel 8 van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Indien de lestijden aan de school voor gespecialiseerd onderwijs worden toegekend overeenkomstig het derde lid, 1.:

1. zijn de werkingssubsidies of -subsidies voor leerlingen in permanente volledige integratie in de derde graad van het secundair onderwijs verschuldigd aan de school voor gespecialiseerd onderwijs en niet aan de school voor gewoon onderwijs waar de betrokken leerling wordt onderwezen. Als tegenprestatie moet de school voor gespecialiseerd onderwijs de school voor gewoon onderwijs voorzien van de specifieke uitrusting die nodig is voor de geïntegreerde leerling, binnen de perken van de toegekende middelen;

2. voor elke leerling in het secundair gespecialiseerd onderwijs van type 8 wordt begeleiding geboden door personeel van het secundair gespecialiseerd onderwijs van type 8 of door personeel van het secundair gespecialiseerd onderwijs van vorm 3 of vorm 4.”

Art. 5. In artikel 66 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In paragraaf 1 worden de leden 3 tot en met 6 vervangen door wat volgt:

“Voor de toepassing van het tweede lid, 1., worden aan de territoriale pool extra punten toegekend per betrokken leerling, afhankelijk van de conclusies van de evaluatie bedoeld in artikel 6.2.5-4, tweede lid en het aantal geïdentificeerde leerlingen. Dit aantal mag niet hoger zijn dan 352 extra punten per leerling. Voor leerlingen die met toepassing van artikel 6.2.5-5 ook punten behalen, bedraagt het totaal aantal behaalde punten maximaal 352 punten per leerling.

Voor de schooljaren 2022-2023 en 2023-2024 worden deze middelen aan elke leerling toegekend, overeenkomstig tweede lid, 2., op basis van een unaniem akkoord van de partijen bij het integratieprotocol conform artikel 136 van voormeld decreet van 3 maart 2004 en, in voorkomend geval, van de inrichtende macht van de betrokken territoriale pool:

1. of aan de school voor gespecialiseerd onderwijs waartoe het begeleidingspersoneel behoort dat verantwoordelijk is voor de betrokken leerling;

2. of aan de territoriale pool waarmee de school voor gewoon onderwijs een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten.

In functie van de conform het vierde lid gestelde keuze, zijn de lestijden waarop de begeleiding van de leerling betrekking heeft, toegekend:

1. ofwel aan de school voor gespecialiseerd onderwijs vermeld in vierde lid, 1., ten belope van 8 lestijden, en aan de school voor gewoon onderwijs die met de leerling belast is, ten belope van 8 lestijden;

2. ofwel aan de territoriale pool bedoeld in vierde lid, 2., ten belope van 352 extra punten.

Voor de schooljaren 2024-2025 en 2025-2026 worden deze middelen aan elke leerling toegekend, overeenkomstig tweede lid, 2., volgens de volgende modaliteiten:

1. of aan de school voor gespecialiseerd onderwijs waartoe het begeleidingspersoneel behoort dat verantwoordelijk is voor de betrokken leerling, ten belope van 8 lestijden, en aan de school voor gewoon onderwijs die met de leerling belast is, ten belope van 8 lestijden:

a) als ze niet de hoofdschool of partnerschool van de territoriale pool is waarmee de school voor gewoon onderwijs een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten;

b) wanneer ze geen specifieke partnerschapsovereenkomst met een territoriale pool voor de opvang van de betrokken leerling heeft gesloten;

2. of aan de betrokken territoriale pool ten belope van 352 extra punten:

a) wanneer de betrokken school voor gespecialiseerd onderwijs de hoofdschool is of een partnerschool van het territoriale samenwerkingsverband waarmee de school voor gewoon onderwijs een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten;

b) wanneer de betrokken school voor gespecialiseerd onderwijs met de territoriale pool een specifieke partnerschapsovereenkomst heeft gesloten voor de opvang van de betrokken leerling;

c) behalve in de gevallen in a) of b), op basis van een unaniem akkoord van de partijen bij het integratieprotocol conform artikel 136 van voormeld decreet van 3 maart 2004 en van de inrichtende macht van de betrokken territoriale pool voor de overdracht van de begeleiding van de betrokken leerling van de school voor gespecialiseerd onderwijs waartoe het begeleidingspersoneel behoort dat verantwoordelijk is voor de betrokken leerling, naar de bevoegde territoriale pool.”

2. In paragraaf 2 is het tweede lid opgeheven;

Een paragraaf 3 wordt toegevoegd en luidt als volgt:

“§3. Tijdens de schooljaren 2022-2023 en 2023-2024 en op basis van een unaniem akkoord van de partijen bij het integratieprotocol conform artikel 136 van voormeld decreet van 3 maart 2004 en, in voorkomend geval, van de inrichtende macht van de betrokken territoriale pool, wordt de begeleiding verzekerd van de leerlingen die tussen 2 september 2020 en 28 augustus 2022 in permanente volledige integratie zijn gegaan:

1. ofwel door de school voor gespecialiseerd onderwijs waartoe het begeleidingspersoneel behoort dat verantwoordelijk is voor de betrokken leerling;

2. ofwel door de territoriale pool waarmee de school voor gewoon onderwijs een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten.

Tijdens de schooljaren 2024-2025 tot en met 2025-2026 wordt de begeleiding verzekerd van de leerlingen die tussen 2 september 2020 en 28 augustus 2022 in permanente volledige integratie zijn gegaan:

1. ofwel door de school voor gespecialiseerd onderwijs waartoe het begeleidingspersoneel behoort dat verantwoordelijk is voor de betrokken leerling:

a) als ze niet de hoofdschool of partnerschool van de territoriale pool is waarmee de school voor gewoon onderwijs een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten;

b) wanneer ze geen specifieke partnerschapsovereenkomst met een territoriale pool voor de opvang van de betrokken leerling heeft gesloten;

2. ofwel aan de betreffende territoriale pool:

a) wanneer de betreffende school voor gespecialiseerd onderwijs de hoofdschool is of een partnerschool van de territoriale pool is waarmee de school voor gewoon onderwijs een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten;

b) wanneer de betrokken school voor gespecialiseerd onderwijs met de territoriale pool een specifieke partnerschapsovereenkomst heeft gesloten voor de opvang van de betrokken leerling;

c) behalve in de gevallen in a) of b), op basis van een unaniem akkoord van de partijen bij het integratieprotocol conform artikel 136 van voormeld decreet van 3 maart 2004 en van de inrichtende macht van de betrokken territoriale pool voor de overdracht van de begeleiding van de betrokken leerling van de school voor gespecialiseerd onderwijs waartoe het begeleidingspersoneel behoort dat verantwoordelijk is voor de betrokken leerling, naar de bevoegde territoriale pool.

Voor de schooljaren 2022-2023 tot en met 2025-2026 wordt toegekend, afhankelijk van de identificatie van de begunstigde vermeld in leden 1 en 2, voor elke leerling die tussen 2 september 2020 en 31 augustus 2021 involledige permanente integratie is gegaan:

1. ofwel 4 lestijden aan een school voor gespecialiseerd onderwijs die belast is met de betrokken leerling;

2. ofwel 16 lestijden als de betrokken leerling in het gespecialiseerd onderwijs van type 4, 6 of 7 zit en in de derde graad van het secundair onderwijs geïntegreerd is. Deze lestijden zijn verdeeld in 8 lestijden voor de school voor gespecialiseerd onderwijs die met de leerling belast is en 8 lestijden voor de school voor gewoon onderwijs die met de leerling belast is;

3. ofwel 88 extra punten aan de territoriale pool:

4. ofwel 352 extra punten aan de territoriale pool als de betrokken leerling in het gespecialiseerd onderwijs van type 4, 6 of 7 zit en in de derde graad van het secundair onderwijs geïntegreerd is."

Art. 6. In artikel 70 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. de eerste paragraaf wordt opgeheven;

2. In paragraaf 2 worden leden 1 en 2 vervangen door wat volgt:

"Scholen voor gespecialiseerd onderwijs die overeenkomstig artikel 67 als hoofdscholen van een territoriale pool zijn aangewezen, moeten vanaf 28 augustus 2023 een wijziging van hun doelstellingsovereenkomst ondernemen om de bijlage betreffende de territoriale pool op te nemen.

De directeur van de hoofdschool stelt vóór 31 januari 2024 een wijziging van doelstellingsovereenkomst voor. Indien zij niet binnen deze termijn wordt toegezonden, is artikel 1.5.2-8 van het wetboek van basis- en secundair onderwijs van toepassing."

Art. 7. In artikel 136 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In het eerste lid wordt 4. vervangen door wat volgt:

"4. de toestemming van de inrichtende macht van de school voor gewoon onderwijs waar de betrokken leerling schoolgaat of van zijn afgevaardigde;"

2. In het eerste lid wordt 6. vervangen door wat volgt:

"6. de toestemming van de inrichtende macht van de bevoegde territoriale pool of van zijn afgevaardigde."

3. lid 2 wordt vervangen door wat volgt:

"Het integratieprotocol wordt behouden door de territoriale pool en wordt ter beschikking gehouden van de Algemene Dienst voor de Inspectie en de diensten van de regering. In voorkomend geval wordt een kopie van het protocol bewaard door de partnerschool of door de specifieke partnerschool die de leerling begeleidt. Er wordt ook een kopie bewaard door de school voor gewoon onderwijs waarin de betrokken leerling schoolloopt."

Art. 8. In artikel 141 van hetzelfde decreet wordt lid 1 vervangen door wat volgt:

"Voor de verlenging naar opeenvolgende schooljaren in het basisonderwijs is het gunstig advies van de opvoedingsploeg van het gewoon onderwijs die, afhankelijk van het geval, uitgebreid is tot de personeelsleden van het gespecialiseerd onderwijs belast met de begeleiding of tot de leden van de multidisciplinaire ploeg van de territoriale pool belast met de begeleiding, vereist. Voor de verlenging naar de opeenvolgende schooljaren in het secundair onderwijs is het gunstige advies van de klassenraad van het gewoon onderwijs die, afhankelijk van het geval, uitgebreid is tot de personeelsleden van het gespecialiseerd onderwijs belast met de begeleiding of tot de leden van de multidisciplinaire ploeg van de territoriale pool belast met de begeleiding, vereist."

Art. 9. Dit decreet treedt in werking op 29 augustus 2022.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het Toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",

F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind,
Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het parlement. Ontwerp van decreet nr. 415-1. - Commissieverslag, nr. 415-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 415-3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 19 juli 2022.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/41801]

20 JUILLET 2022. — Décret relatif à l'accompagnement des victimes d'urgences collectives

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Section I^{re}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° Urgence collective : événement qui entraîne ou qui est susceptible d'entraîner des conséquences dommageables aux personnes et qui donne lieu à l'ouverture d'une enquête pénale. Par son ampleur ou son impact, cet événement nécessite la mise en œuvre de mesures spécifiques et la coordination de la prise en charge des victimes ;

2° Accompagnement spécifique : suivi individuel proposé aux victimes d'une urgence collective ;

3° Prise en charge des victimes : ensemble des actions structurelles et l'accompagnement spécifique des victimes d'une urgence collective ;

4° Victime : personne physique, ainsi que ses proches, qui ont subi un dommage directement causé par une situation d'urgence collective ;

5° Partenaires : services agréés sur base du décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables pour exécuter les missions d'aide sociale et d'aide psychologique visées aux articles 6 à 9 dudit décret ;

6° Personne de référence : intervenant d'un service du Gouvernement ou d'un partenaire visés à l'article 4 qui assure l'accompagnement spécifique des victimes d'une urgence collective ;

7° Plan de suivi : plan de suivi psychosocial, c'est à dire le dispositif d'intervention qui organise la prise en charge des victimes d'une urgence collective ;

8° Service tiers : tout service susceptible d'intervenir suite à une urgence collective, autre que les services du Gouvernement et les partenaires visés à l'article 4 du présent décret ;

9° Règlement général sur la protection des données : Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ;

10° Donnée : donnée à caractère personnel au sens de l'article 4.1 du Règlement général sur la protection des données ;

11° Ministère : le ministère de la Communauté française.

Section 2. — Principes généraux

Art. 2. Dans le cadre de l'application du présent décret, les principes généraux suivants sont respectés :

1° La victime est au centre de l'intervention ;

2° Les besoins de la victime sont pris en compte dans leur globalité ;

3° La prise en charge de la victime est effectuée selon une approche intersectorielle et transversale.

Section 3. — Des données à caractère personnel et finalités

Art. 3. § 1^{er}. Le présent décret porte sur la gestion d'une urgence collective, dont les finalités sont les suivantes :

1° Identifier les victimes ;

2° Activer un plan de suivi ;